



## **Déclaration liminaire de la FSU à l'occasion de la CAPA de titularisation des professeurs agrégés**

La CAPA de ce jour porte sur la titularisation d'un seul de nos collègues, un professeur agrégé, les autres fonctionnaires stagiaires certifiés ou issus des autres corps ne disposant même plus de ce recours pour faire valoir leur situation. Cet ordre du jour modeste n'épuisera évidemment pas les grandes questions qui se présentent à la profession et au pays sur ce moment d'élections qui prend de plus en plus l'allure d'une crise politique. Nous ne pouvons pas renoncer à en parler. Sans vouloir nous lancer dans un énième commentaire sur le sujet, nous voudrions y venir en évoquant plus spécialement de la réforme des concours de recrutement pour les métiers du 2nd degré car elle est aussi, à sa manière et sur ce terrain bien spécifique, un marqueur de la crise actuelle.

Depuis 2007 les réformes de la formation des enseignants et des CPE se sont succédé aussi vite que les ministres avec une frénésie qui traduit l'impuissance de politiques publiques qui se sont soumises au diktat du libéralisme budgétaire et qui ont tourné le dos aux ambitions du Service Public. Le résultat est aujourd'hui celui d'une crise de recrutement que rien n'enraye. Le disruptif président Macron a même accéléré le tempo, d'abord avec la reprise en mains sous Blanquer des ESPE au détriment des universités et ces derniers mois avec les annonces peu préparées de G. Attal puis de N. Belloubet plaçant le concours du M1 à la L3. Passer d'un recrutement au niveau du master à la licence c'est d'abord réduire la place de la formation disciplinaire dans le cursus des futurs enseignants. Croit-on sérieusement que l'on puisse faire mieux d'école avec des personnels moins ancrés dans les savoirs ? Et tout est à l'avenant : la réforme prévoit de dégrader le contenu et les exigences des épreuves de concours, elle entend diminuer la part de l'approfondissement disciplinaire et réflexif en master au profit de seuls stages de terrain. Bien sûr, il y a les considérations budgétaires dans ces choix : les stages en responsabilité permettent d'économiser des milliers de postes et le recrutement en licence servira d'alibi pour contenir nos revendications salariales. Mais déqualifier nos métiers c'est aussi saper notre expertise qui est le fondement de notre liberté pédagogique. C'est vouloir nous renvoyer au rôle de simples exécutants de pédagogies pensées et conçues par les seuls experts que seront les auteurs des manuels labellisés et autres prescripteurs de bonnes pratiques. Prenons bien conscience que brider cette liberté pédagogique c'est aussi remettre en cause le champ de notre autonomie en tant qu'agents de la Fonction Publique et nous mettre dans les mains de managers qui contrôleront la conformité de notre travail à la commande politique du moment en termes d'orientation, de gestion des flux scolaires et de taux de réussite aux examens mais aussi de répression et de contrôle social sur la jeunesse et les classes populaires. Ces inflexions majeures s'articulent à une remise en cause en profondeur de nos métiers, au mal-nommé « Choc des Savoirs » dont les organisations modulaires sont également prévues pour nous dessaisir des activités de conception de nos cours et de nos progressions. On ne peut même pas en espérer la moindre plus-value pour les élèves. Derrière les

présentations très techno de cette nouvelle organisation de l'école qui prétend lutter contre la difficulté scolaire, ce sera pourtant toujours le même grand vide de l'action politique avec des moyens humains en enseignants et en Vie Scolaire qui restent bien en-deçà des besoins de la jeunesse pour affronter les défis de nos sociétés.

Mais de tels choix politiques ont un prix. Ils ont exaspéré une partie des électeurs qui vomissent l'actuel pouvoir et qui se montrent prêts à se livrer à des démagogues qui, à front renversé, osent se présenter comme les défenseurs des services publics. Mais bien plus, ces choix ont surtout réussi à légitimer et à accoutumer l'opinion publique aux idées de l'extrême-droite en matière d'éducation à commencer par une volonté affirmée de mettre le monde enseignant au garde-à-vous. Le Monsieur Education du Rassemblement National n'a-t-il pas déclaré à propos du Choc des Savoirs : « *ce sont exactement les mêmes mesures que celles du programme éducatif de Marine Le Pen* ». Lors d'une audience parlementaire où des représentants de la FSU lui opposaient leur vision de la démocratie sociale, le même personnage leur avait enjoint à « *baisser d'un ton et se mettre au niveau* ». Nous ne savons pas si ce triste sire deviendra dans les prochains jours notre ministre ni ce qu'il ferait alors des projets de réformes des concours et de la formation. Attendons-nous sûrement à voir ces projets assortis à de nouveaux appels au patriotisme, à la restauration d'une prétendue autorité perdue et au devoir de loyauté faisant fi de toutes nos libertés. Et bien sûr aussi d'appels à purger nos enseignements de l'esprit critique et d'aspirations à l'émancipation par le savoir et la culture. Et si ce n'est pas lui, il se trouvera bien d'autres ambitieux, pas forcément issu des rangs du Rassemblement National, pour adopter ces postures de plus en plus verticales.

L'avenir n'est pas forcément engageant à brève échéance, la mécanique fatale enclenchée par le président Macron risque de nous faire dériver encore plus loin des territoires du libéralisme autoritaire vers ceux du fascisme rance. Mais rien n'est perdu tant qu'il y aura des enseignantes, des enseignants et des personnels de l'Education Nationale capables de dire non, de défendre l'éthique et les promesses de la République et de trouver des alliés chez les parents d'élèves et les futurs citoyens que sont les jeunes qui leur sont confiés. Et le SNES-FSU se tiendra à leurs côtés car c'est le rôle historique du syndicalisme. On a sûrement préféré parler du télégénique Bardella dans les médias mais ces derniers mois ont aussi été marqués par une vague de refus du choc des savoirs et de mobilisation contre le tri des élèves qui a traversé tout le pays, sur tous les territoires, en Seine-Saint-Denis comme dans de petits collèges ruraux. L'ascension des Longs Couteaux qui rêvent toujours d'assassiner la République, hier comme aujourd'hui, reste résistible. Sachons y résister.